



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

### Nationalisation d'ArcelorMittal

Question au Gouvernement n° 1043

#### Texte de la question

#### NATIONALISATION D'ARCELORMITTAL

**Mme la présidente** . La parole est à M. Aurélien Le Coq.

**M. Aurélien Le Coq** . Le Jeudi 27 novembre, lors de la niche de La France insoumise, l'Assemblée nationale a adopté, pour la première fois depuis 1982, une loi de nationalisation, en l'occurrence celle d'ArcelorMittal. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – M. Benjamin Lucas-Lundy applaudit également.*)

Ce vote a été obtenu malgré l'obstruction honteuse du Rassemblement national, bras armé des actionnaires, ennemi de toujours de la classe ouvrière, qui renouait ainsi avec la tradition d'une extrême droite briseuse de grève. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Rires sur les bancs du groupe RN.*)

Ce vote est le résultat de deux ans de lutte des ouvriers sidérurgistes de Dunkerque, Fos-sur-Mer, Florange et d'autres sites. Une lutte pleine de sacrifices, entre les petits matins dans le froid des piquets et les fins de mois de grève pendant lesquels il devient difficile de se nourrir.

Cette proposition de loi est la leur. Elle est celle des familles de métallos, de génération en génération, aux corps brisés par le travail de l'acier. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Depuis jeudi, un vent d'espoir souffle dans toutes les industries du pays. Les ouvriers relèvent la tête. Les sidérurgistes, trahis par Sarkozy à Gondrange, puis par Hollande à Florange, pourraient enfin retrouver leur dignité. (*Mêmes mouvements.*)

**M. Sylvain Maillard** . Et vive Zola !

**M. Aurélien Le Coq** . Vos gouvernements ont gavé Arcelor d'argent public – 300 millions par an – pour que, finalement, le voyou Mittal déverse des milliards de dividendes, supprime 1 000 emplois en un an, délocalise en Inde et en Pologne et jette à la poubelle le projet de décarbonation de Dunkerque.

Monsieur le premier ministre, votre gouvernement a été humilié, 80 000 emplois sont menacés, notre souveraineté est bafouée et notre industrie, en passe de s'effondrer.

**Mme Nicole Dubré-Chirat** . C'est de la com' !

**M. Aurélien Le Coq** . Votre ministre Martin a osé déclarer : « Je ne souhaite pas qu'on perde du temps avec ce sujet. » Mais la représentation nationale a voté, vous devez vous plier à sa volonté. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Je vous pose donc solennellement la question : allez-vous respecter le vote de l'Assemblée nationale ? Allez-

vous inscrire la proposition de loi visant à nationaliser ArcelorMittal à l'ordre du jour du Sénat ? (« *Non !* » sur plusieurs bancs du groupe EPR.) Puis donnerez-vous le dernier mot à l'Assemblée ? La République est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. (Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent. – M. Benjamin Lucas-Lundy applaudit également.)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie.

**M. Sébastien Martin**, ministre délégué chargé de l'industrie . J'ai en effet eu le plaisir d'échanger et de débattre avec vous pendant neuf heures, la semaine dernière, sur la proposition de loi, issue de vos bancs, qui vise à nationaliser ArcelorMittal – autrement dit à aller chercher en 1982 les solutions aux problèmes que rencontre la France en 2025.

En procédant à une nationalisation, vous priveriez l'industrie française, en l'espèce ArcelorMittal France, de ce dont elle a besoin en amont et en aval.

**M. Aurélien Le Coq** . Nous connaissons votre point de vue mais l'Assemblée a voté !

**M. Sébastien Martin**, ministre délégué . D'un côté, il resterait les hauts-fourneaux, mais vous ne disposeriez plus des mines ni des matières premières nécessaires pour produire de l'acier ; de l'autre, vous couperiez l'entreprise de ses clients puisqu'ils font partie, pour l'essentiel, du groupe ArcelorMittal.

Surtout, vous feriez un magnifique cadeau à M. Mittal, ce qui me surprend de votre part...

**Mme Mathilde Panot** . Allez-vous respecter le vote de l'Assemblée ? Nous ne vous demandons pas de donner votre point de vue ! (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

**M. Sébastien Martin**, ministre délégué . ...puisque vous offririez un chèque de 5 milliards à ArcelorMittal – sans compter les pertes annuelles, qui s'élèveraient à 300 millions, le tout aux frais du contribuable.

**M. Aurélien Le Coq** . Et le vote de l'Assemblée ?

**M. Sébastien Martin**, ministre délégué . Vous vous inspireriez ainsi du modèle libéral britannique puisque la nationalisation de l'industrie sidérurgique au Royaume-Uni coûte environ 700 000 livres chaque jour au contribuable – un très beau modèle économique !

**M. Manuel Bompard** . Et le vote de l'Assemblée ?

**M. Sébastien Martin**, ministre délégué . Nous avons d'ailleurs noté, au terme des débats, que c'est l'alliance de LFI et du Rassemblement national qui a permis de faire passer ce texte.

**M. Thierry Tesson** . Quel argument ! C'est du haut niveau !

**M. Sébastien Martin**, ministre délégué . Cela montre que la politique économique du Rassemblement national est la même que celle de LFI, ce qui est inquiétant, non pas pour LFI mais pour le Rassemblement national. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

**M. Aurélien Le Coq** . Et le vote de l'Assemblée ?

**M. Pierre-Yves Cadalen**. La question concernait l'inscription du texte à l'ordre du jour du Sénat. Respectez les parlementaires !

Données clés

Auteur : [M. Aurélien Le Coq](#)

**Circonscription** : Nord (1<sup>re</sup> circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1043

**Rubrique** : Industrie

**Ministère interrogé** : Industrie

**Ministère attributaire** : Industrie

**Date(s) clée(s)**

**Question publiée le** : 3 décembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 décembre 2025